RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1982 B 02304
Numéro SIREN : 324 399 898
Nom ou dénomination : CA

Ce dépôt a été enregistré le 27/09/2021 sous le numéro de dépôt 53097

KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

CA S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2020
CA S.A.S.
Tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92800 Puteaux

KPMG SA
société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Limited, une société de droit anglais (“ private company limited by guarantee ”).

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

CA S.A.S.

Tour Pacific – 11-13 cours Valmy – 92800 Puteaux

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 octobre 2020

À l'associé unique de la société CA S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CA S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er novembre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement

et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des compte.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

• il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

• il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

• il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

• il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

• il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 août 2021

KPMG SA

Xavier Niffle

Associé

31 octobre 2020 – 12 mois	SAS CA SAS France	

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/10/2020	Net 31/10/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	6 513	4 342	2 171	8 501
Fonds commercial (1)	22 143 052	21 750 926	392 125	
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	2 669 220	1 232 298	1 436 922	1 806 683
Immobilisations corporelles en cours	19 245		19 245	19 245
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	11 841	8 830	3 011	402 969
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	300 909		300 909	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**25 150 779**	**22 996 396**	**2 154 382**	**2 237 397**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en–cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En–cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	**208 569**		**208 569**	**167 057**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	29 135 502		29 135 502	10 321 745
Autres créances	9 334 650		9 334 650	37 247 608
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités				6 478 784
Charges constatées d'avance (3)	7		7	48 900
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**38 678 728**		**38 678 728**	**54 264 093**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif	124 129		124 129	
TOTAL GENERAL	**63 953 636**	**22 996 396**	**40 957 239**	**56 501 490**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

31 octobre 2020 – 12 mois	SAS CA SAS France	

Bilan passif

	31/10/2020	31/10/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	3 776 922	3 776 922
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	8 981 864	8 981 864
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	3 339 170	3 339 170
Réserves statutaires ou contactuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	-17 726 761	-19 148 649
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**4 513 293**	**1 421 888**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 884 488**	**-1 628 805**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	3 697 169	110 000
Provisions pour charges		16 000
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**3 697 169**	**126 000**
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes diverses (3)	3 119 870	7 447 855
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	99 425	443 352
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 022 736	3 899 083
Dettes fiscales et sociales	27 750 573	44 290 501
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	20 313	70 525
Produits constatés d'avance	1 077 272	1 577 175
TOTAL DETTES (1)	**34 090 190**	**57 728 491**
Ecarts de conversion passif	285 393	275 804
TOTAL GENERAL	**40 957 239**	**56 501 490**
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 240 320	
(1) Dont à moins d'un an (a)	32 750 445	57 285 139
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/10/2020	31/10/2019 (7 mois)
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	89 454 812	58 020 349	147 475 161	49 350 347
Chiffre d'affaires net	**89 454 812**	**58 020 349**	**147 475 161**	**49 350 347**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			2 314 962	110 000
Autres produits			88 577	1 024 265
Total produits d'exploitation (I)			**149 878 700**	**50 484 612**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			95 180 645	29 703 990
Impôts, taxes et versements assimilés			954 332	651 345
Salaires et traitements			35 031 422	6 903 301
Charges sociales			6 663 104	6 140 383
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
– Sur immobilisations : dotations aux amortissements			373 068	226 434
– Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			964 854	
– Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			134 172	2 501 197
– Pour risques et charges : dotations aux provisions			3 463 040	
Autres charges			795 884	290 943
Total charges d'exploitation (II)			**143 560 522**	**46 417 592**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I–II)			**6 318 178**	**4 067 019**
Quotes–parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)			729 394	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			322 769	254 723
Autres intérêts et produits assimilés (3)				19 872
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				23 052
Différences positives de change				50 622
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			**1 052 163**	**348 270**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			124 129	
Intérêts et charges assimilées (4)			54 568	143 909
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			**178 697**	**143 909**
RESULTAT FINANCIER (V–VI)			**873 466**	**204 361**
RESULTAT COURANT avant impôts (I–II+III–IV+V–VI)			**7 191 644**	**4 271 381**

Compte de résultat - suite

	31/10/2020	31/10/2019 (7 mois)
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1 302 484	
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	**1 302 484**	
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		3 228
Sur opérations en capital	568 097	1 661
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)	**568 097**	**4 889**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII–VIII)	**734 387**	**-4 889**
Participation des salariés aux résultats (IX)	1 379 804	768 853
Impôts sur les bénéfices (X)	2 032 935	2 075 751
Total des produits (I+III+V+VII)	**152 233 347**	**50 832 881**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**147 720 054**	**49 410 993**
BENEFICE OU PERTE	**4 513 293**	**1 421 888**
(a) Y compris :		
– Redevances de crédit–bail mobilier		
– Redevances de crédit–bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(3) Dont produits concernant les entités liées		
(4) Dont intérêts concernant les entités liées		

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

- Le 4 novembre 2019, la Société a finalisé l'achat de certains actifs et la prise en charge de certains passifs de Norton Life Lock France (Symantec France) pour 1,6 millions d'euros (l'achat des actifs de Symantec"). Le prix d'achat local a été payé par la prise en charge des passifs locaux assumés pour un montant total de 1 million d'euros et le solde de 0,6 million d’euros a été payé au comptant.

- Depuis l'acquisition des actifs de Symantec, un plan de restructuration et de réorganisation a été mis en place en France. Le coût total de la restructuration et impairment du fond de commerce s' élève à 24,3 millions d'euros au cours de l’exercice.

- Au cours de l'année, CA SAS a signé un contrat de résiliation de bail pour mettre fin au bail des étages 23 et 24 de la Tour Pacific à La Défense le 1er février 2020. Les frais de résiliation encourus par la société se sont élevés à 3,4 millions d’euros.

- En novembre 2019, la société a conclu un accord pour fournir un " service de vente et de marketing " et un " service de recherche et de développement " à Avago Technologies International Sales Pte. Ltd, qui est une société sous le contrôle de la même société mère.

- Suite à la liquidation de sa filiale italienne Automic Software SRL, la société a comptabilisé 1,3 millions d'euros de produit exceptionnel.

Crise sanitaire

La crise sanitaire liée au COVID 19 et la promulgation de l'Etat d'urgence sanitaire par la Loi n°2020-290 du 23 mars 2020 ne constituent pas des évènements conduisant l'entité à remettre en cause le caractère approprié de la convention de continuité d’exploitation pour l’établissement des comptes annuels clos au 31/10/2020.

Néanmoins, en l'absence de visibilité sur l'évolution de l'évènement COVID 19 et de ses conséquences sur la baisse de son chiffre d'affaires et de l'évolution du crédit client et du crédit fournisseur, la société n'a pas bénéficier des aides mises en place par l'état, que cela soit le chômage partiel, les reports d'échéances fiscales et sociales ou l'accès à un financement bancaire court terme garanti par l’Etat.

Nous prévoyons que la pandémie actuelle de COVID-19 continuera probablement à avoir un impact négatif sur l'économie mondiale et à perturber l'activité commerciale normale, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les résultats d'exploitation de la société. Il existe un degré important d'incertitude et un manque de visibilité quant à l'étendue et à la durée d’un tel ralentissement ou d’une telle récession et à son effet sur la société.

Règles générales

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/11/2019 au 31/10/2020. L'exercice clos au 31/10/2019 était un exercice de 7 mois.

Les notes ou tableaux ci–après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 13/08/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/10/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Concessions, logiciels et brevets : 1 an
* Fonds commercial : 10 ans
* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
* Matériel informatique : 3 ans
* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.
Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière, si l'actif continue à être utilisé, est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.
Toutefois, lorsque la valeur actuelle n'est pas jugée notablement, c'est à dire de manière significative, inférieure à la valeur nette comptable, cette dernière est maintenue au bilan.
La comptabilisation d'une dépréciation modifie de manière prospective la base amortissable de l'actif déprécié.

Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. La valeur brute des fonds de commerce est valorisée à leur coût d'acquistion. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux. La valeur d'utilité est estimée par la méthode des flux nets futurs actualisés.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires hors groupe est constitué de la facturation des contrats de licences et de maintenance dont la prestation est assurée par CA Europe Sarl, ainsi que du revenu de l'activité Professional Services reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

le chiffre d'affaires groupe correspond à la refacturation des charges rentrant dans le champ d'application du " Marketing and support services agreement".

Frais d'émission des emprunts

Les frais d’émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l’exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l’activité normale de l’entreprise.

Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d’acquisition.
Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.
Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

Engagement de retraite

La convention collective de l’entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n’a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial	20 786 072	1 356 980		22 143 052
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	14 573		8 060	6 513
Immobilisations incorporelles	**20 800 645**	**1 356 980**	**8 060**	**22 149 565**
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	1 696 180			1 696 180
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	973 040	165 116	165 116	973 040
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours	19 245			19 245
– Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	**2 688 464**	**165 116**	**165 116**	**2 688 464**
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations	411 799		399 958	11 841
– Autres titres immobilisés				
– Prêts et autres immobilisations financières		300 909		300 909
Immobilisations financières	**411 799**	**300 909**	**399 958**	**312 749**
ACTIF IMMOBILISE	**23 900 908**	**1 823 005**	**573 134**	**25 150 779**

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	1 356 980	165 116	300 909	1 823 005
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice	**1 356 980**	**165 116**	**300 909**	**1 823 005**
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	8 060	165 116	399 958	573 134
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	**8 060**	**165 116**	**399 958**	**573 134**

Immobilisations incorporelles

Fonds commercial

	31/10/2020
Éléments achetés	1 356 980
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	20 786 072
Total	**22 143 052**

Le fond commercial est consituté de :

–Fusion SG2 pour 200 194€
–Fusion Automic pour 20 585 878€
–Acquistion symantec 1 356 980€

Dépréciation du fonds commercial : 21 750 926 euros

Au 31 octobre 2020, les fonds commerciaux à l'actif du bilan sont amortis et dépréciés comme suit:

–Fusion SG pour 200 194€ totalement amortis.
–Fusion Automic pour 20 585 878€ totalement amortis.
–Acquistion symantec 1 356 980€ dépréciée à hauteur de 964 854€.

Liste des filiales et participations

Tableau réalisé en Kilo–euros

(1) Capital – **(2)** Capitaux propres autres que le capital – **(3)** Quote–part du capital détenue (en pourcentage)

(4) Valeur comptable brute des titres détenus – **(5)** Valeur comptable nette des titres détenus

(6) Prêts et avances consentis par l'entreprise et non encore remboursés – **(7)** Montants des cautions et avals donnés par l'entreprise

(8) Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé – **(9)** Résultat du dernier exercice clos

(10) Dividendes encaissés par l'entreprise au cours de l'exercice

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
A. RENSEIGNEMENTS DETAILLES SUR CHAQUE TITRE										
– Filiales (détenues à + 50 %)										
Automic Software Iberica S.I	3	-323	100,00	3	3				-4	
Orysp Maroc SARL	9	-512	100,00	9					-12	
Automic Software Ltd			100,00							
– Participations (détenues entre 10 et 50%)										
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES TITRES										
– Autres filiales françaises										
– Autres filiales étrangères										
– Autres participations françaises										
– Autres participations étrangères										

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial	20 786 072	964 854		21 750 926
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 072	3 307	5 037	4 342
Immobilisations incorporelles	**20 792 144**	**968 161**	**5 037**	**21 755 269**
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	401 305	222 186		623 491
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	461 232	147 575		608 806
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	**862 537**	**369 761**		**1 232 298**
ACTIF IMMOBILISE	**21 654 681**	**1 337 922**	**5 037**	**22 987 566**

Etat des créances

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	300 909		300 909
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	29 135 502	29 135 502	
Autres	9 334 650	9 334 650	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	7	7	
Total	**38 771 068**	**38 470 159**	**300 909**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Le compte Autres créances est composé de :

– Personnel comptes rattachés : 413 734€
– Taxe sur la valeur ajoutée : 392 821€
– Divers : 1 439 674€
– Groupe et associés : 7 083 177€
– Débiteurs divers : 5 241€

Produits à recevoir

	Montant
Factures à établir A	8 561 702
Etat – produits à recevoir	1 439 674
Total	**10 001 376**

Dépréciation des actifs

– Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
A la clôture, la valeur d'inventaire des valeurs mobilières de placement est supérieure à la valeur brute.
Une provision pour dépréciation de 8.830 EUR a été comptabilisée.

Ces remarques viennent en complément de celles formulées pour la dépréciation du fonds commercial.

Composition du Capital Social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	247 667	15,25
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	247 667	15,25

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-19 148 649
Résultat de l'exercice précédent	1 421 888
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**-17 726 761**
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	-17 726 761
Total des affectations	**-17 726 761**

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/11/2019	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/10/2020
Capital	3 776 922				3 776 922
Primes d'émission	8 981 864				8 981 864
Réserve légale	3 339 170				3 339 170
Report à Nouveau	-19 148 649			-1 421 888	-17 726 761
Résultat de l'exercice	1 421 888	-1 421 888	4 513 293	1 421 888	4 513 293
Total Capitaux Propres	**-1 628 805**	**-1 421 888**	**4 513 293**		**2 884 488**

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	110 000	3 463 040			3 573 040
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change		124 129			124 129
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	16 000		16 000		
Total	**126 000**	**3 587 169**	**16 000**		**3 697 169**
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		3 463 040			
Financières		124 129			
Exceptionnelles					

Etat des dettes

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	3 119 870	3 119 870		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 022 736	782 416	907 551	332 769
Dettes fiscales et sociales	27 750 573	27 750 573		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	20 313	20 313		
Produits constatés d'avance	1 077 272	1 077 272		
Total	**33 990 765**	**32 750 445**	**907 551**	**332 769**

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice
(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 589 010
Dettes fiscales et sociales	22 945 297
Total	**24 534 307**

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avances	7		
Total	**7**		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	1 077 272		
Total	**1 077 272**		

Chiffre d'affaires

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/10/2020
Prestation service	147 475 161
TOTAL	**147 475 161**

Répartition par marché géographique

	31/10/2020
France	89 454 812
Etranger	58 020 349
TOTAL	**147 475 161**

Résultat financier

	31/10/2020	31/10/2019 (7 mois)
Produits financiers de participation	729 394	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	322 769	254 723
Autres intérêts et produits assimilés		19 872
Reprises sur provisions et transferts de charge		23 052
Différences positives de change		50 622
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	**1 052 163**	**348 270**
Dotations financières aux amortissements et provisions	124 129	
Intérêts et charges assimilées	54 568	143 909
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	**178 697**	**143 909**
Résultat financier	**873 466**	**204 361**

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	7 191 644	1 809 976	5 381 668
+ Résultat exceptionnel	734 387	222 959	511 428
– Participations des salariés	1 379 804		1 379 804
Résultat comptable	**6 546 227**	**2 032 935**	**4 513 293**

(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)
(**) Majoré du montant du CICE
(montant repris de la colonne "Impôt correspondant")

Accroissements et allégements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 26,5 %, fait ressortir une créance future d'un montant de 981 865 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus–values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
Ecart de conversion	**124 129**
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	**124 129**
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	1 900 656
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	263 428
Liés à d'autres éléments	
Participation	**1 379 804**
Ecart de conversion	**285 393**
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	**3 829 281**
C. Déficits reportables	
D. Moins–values à long terme	
Estimation du montant de la créance future	**981 865**
Base = (A – B – C – D)	
Impôt valorisé au taux de 26,5 %.	

Evènements postérieurs à la clôture

Le 2 octobre 2020, la société a signé une lettre d'engagement avec CA Europe Sarl qui définit le transfert à CA Europe Sarl de tous les contrats clients en cours au 2 novembre 2020.

Effectif

Effectif moyen du personnel : 129 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	128	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	1	
Ouvriers		
Total	**129**	

Identité de la société mère consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale : BROADCOM INC.

Forme : Limited

Adresse du siège social :
1320 Ridder Park Drive San Jose, CA 95131

La société fait partie du groupe CA Computer Associates European Holding Gmbh, constituée en Allemangne en tant que société mère directe. les comptes consolidés en 2020 sont établis par la société tête du groupe, BROADCOM Inc, constituée aux Etats–Unis.

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	3 208 000
Engagements de crédit–bail mobilier	
Engagements de crédit–bail immobilier	8 033 246
Autres engagements donnés	
Total	**11 241 246**
Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

les engagements d'indemnités de départ à la retraite n'ont pas été comptabilisés et figurent en engagement hors bilan au 31/10/2020. Ces engagements sont évalués par actuaire indépendant et s'élèvent à 3,208K Euros. Ce moment a été déterminé à partir de la convention collective et en fonction des probabilitiés d'eespérance de vie et de présence dans l'entreprise pour chaque salarié.

Les engagements d'indemnités de départ à la retraite de l'exercice précédent ont été évalués à 3,055K Euros.

Les hypothèses de calcul retenue sont les suivantes:

–Age de départ à la retraite : 65ans
–Taux d'actualisation :1%
–Taux de turnover : 2%
–Taux d'inflation : 2%

DocuSign Envelope ID: C3FE8447-36FA-4308-875D-54F26933A397

English translation for information purpose only

C A
Société par actions simplifiée au capital de 3.776.921,75 €
Siège social: Tour Pacific – 11-13 Cours Valmy 92800 Puteaux
324 399 898 RCS Nanterre

EXTRAIT DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 31 AOÛT 2021	**EXTRACT OF THE SOLE SHAREHOLDER DECISIONS DATED AUGUST 31,2021**
[…]	[…]
DEUXIEME DECISION	**SECOND DECISION**
L'Associé Unique,	The Sole Shareholder,
Décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 4.513.293 euros au Report à nouveau dont le solde débiteur serait ainsi porté de (17.726.761) € au montant négatif de (13.213.468) €.	**Resolved** to allocate the profit for the financial year amounting to €4,513,293 be allocated to retained earnings, the debit balance of which would thus be increased from €(17,726,761) to the negative amount of €(13,213,468).
Reconnaît que la Société n'a pas versé de dividende au titre des trois derniers exercices.	**Acknowledged** that no dividend was distributed over the last three fiscal years.
TROISIEME DECISION	**THIRD DECISION**
L'Associé Unique,	The Sole Shareholder
constate que les capitaux propres de la Société sont reconstitués à un montant au moins égal à la moitié du capital social.	**acknowledged** that the Company's net equity has been restored to an amount at least equal to half the share capital.
[…]	[…]
CINQUIEME DECISION	**FIFTH DECISION**
L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toute formalité légale requise.	The Sole Shareholder granted all powers to the bearer of an original, copy or an extract of this document to carry out the required legal formalities.
[…]	[…]

Certifiée conforme

DocuSigned by:
Charlie Kawwas
6F9811AA975F4D5...

Charlie Kawwas
Le Président